

Hong Kong : derrière les manifestants, un réseau de solidarité structuré

mercredi 27 novembre 2019, par [GAUDU Agnès](#) (Date de rédaction antérieure : 23 novembre 2019).

Derrière ceux qui manifestent en première ligne, toute une population s'organise pour soutenir la contestation : de nouvelles solidarités et une véritable révolution des esprits portent haut les slogans "Récupérons Hong Kong, révolutionnons l'époque !" et "Hongkongais, résiste !". Agnès Gaudu, chef du service Asie à *Courrier international*, a rencontré ceux qui agissent dans l'ombre.

Ils sont jeunes et moins jeunes, tous très impliqués dans la vie sociale. Loin de la "ligne de front" des manifestations et de ses affrontements physiques, ils se sont sentis redevables vis-à-vis de ceux et celles qui prennent des risques pour ce qu'ils estiment être le bien commun. Ils ont apporté leur aide et leur soutien matériel et financier à l'organisation informelle qui sous-tend le mouvement depuis des mois. La chaîne de solidarité relie les "braves", ces combattants de première ligne que l'on voit vêtus de noir, courir et lancer des pavés ou des cocktails Molotov, aux simples citoyens de toutes conditions et de toutes origines, comme aux acteurs traditionnels de la politique locale.

Ils ont pour point commun de se définir comme Hongkongais d'abord, et de placer au cœur de leurs préoccupations la défense des libertés spécifiques au territoire. Ils ont senti leur colère monter face à l'absence prolongée de réponse du gouvernement à leurs revendications, face à la multiplication des interdictions de manifester et au refus persistant du gouvernement de lancer une enquête indépendante sur les violences policières. *"Dès le 12 juin, le jour où la police a clairement outrepassé ses droits (voir encadré ci-dessous), nous avons pensé nécessaire de collecter des fonds, et les avons placés dans un trust spécialement créé, le 'trust du 12 juin'",* explique Lee Cheuk-yan, secrétaire général du syndicat HKCTU, ancien député démocrate et membre du Front civique pour les droits de l'homme (Civil Human Rights Front, CHRF).

Cette coalition de partis, de syndicats et d'ONG a déposé la plupart des demandes d'autorisation de manifester contre la loi sur l'extradition depuis le mois de juin. *"Notre fonds servira à l'aide juridique aux personnes poursuivies, lorsqu'ils devront comparaître. Très rapidement, nous avons récolté 80 millions de HK dollars [plus de 9 millions d'euros]."* L'argent provient tout aussi bien d'individus offrant de petites sommes que de cadres d'entreprise versant des montants considérables, et qui prennent de grandes précautions pour rester anonymes, explique Lee.

Des gens normaux en colère

Malgré l'incertitude qui plane sur le destin de Hong Kong, une sorte d'exaltation émane des discours, faite de la conviction qu'il s'agit d'un combat de tous pour le droit d'expression et la justice. Malgré le déferlement de violences, 70 % des Hongkongais pensaient encore, à la mi-novembre, que le gouvernement de la région administrative spéciale (RAS) est le principal responsable de la situation. L'opposition à Pékin est une évidence, et la peur de la répression est présente mais peu exprimée. Sporadiquement, l'angoisse apparaît pourtant dans la description des mesures prises pour préserver la sécurité physique ou l'anonymat de chacun.

Elvira, employée d'une ONG et mère de deux enfants, apporte sa contribution en achetant des équipements et en les distribuant autour d'elle. Elle parle d'un *"mouvement formidablement innovant, un challenge quotidien pour ses participants"* par son manque de prévisibilité. *"En un sens, c'est effrayant"*, remarque-t-elle. Pour elle, *"le mouvement est multiforme, mais il y a au moins un consensus en son sein : ne pas se laisser diviser"*. Les personnes violentes *"sont juste des gens normaux en colère"*, ajoute-t-elle.

À la fin d'octobre, les échauffourées éparses continuaient tous les soirs, dans les quartiers populaires de Kowloon. Le mouvement semblait s'essouffler, sans vouloir vraiment prendre fin. *"Nous trouvons en nous-mêmes des graines anciennes"*, explique Elvira.

"On fait beaucoup référence dans le mouvement au manga japonais des années 90 'Slam Dunk', dans lequel une équipe de basket accueille un joueur très peu expérimenté. L'équipe perd mais continue. Le coach leur dit : 'Tant que vous continuez à jouer, vous ne perdez pas. Il faut juste veiller à continuer la partie.' C'est ce que nous faisons."

Certains financent les soins médicaux apportés aux blessés, ou l'aide juridique pour les personnes arrêtées. D'autres prennent l'initiative de se rendre aux rassemblements les bras chargés de cartons remplis de tee-shirts imprimés des mots d'ordre du mouvement, de masques professionnels ou de gants, et ils les distribuent gratuitement. Hong Kong, au passé pas si ancien de centre manufacturier, reste capable de sortir en un éclair de ses entrepôts masques, casques et autres articles en grande quantité. Des résidents apportent des sacs remplis d'objets d'usage quotidien. Le 13 novembre, après que l'Université chinoise de Hong Kong (CUHK) a été le théâtre de deux jours d'affrontements avec la police, les étudiants retranchés sur le campus ont vu venir à eux une file ininterrompue de personnes apportant nourriture, vêtements et biens de première nécessité, aussitôt empilés et triés, mis à la disposition de chacun. Ils ont tenu quatre jours avant d'être finalement convaincus par le directeur de l'université de quitter le campus, pour éviter le pire.

Travailleuse sociale et enseignante dans un lycée catholique, Alice récolte elle aussi les contributions individuelles et spontanées de son entourage. *"Au début, je me suis rendu compte que certains jeunes ne mangeaient qu'une fois par jour, pour économiser sur leur argent de poche. Et que d'autres s'étaient fait couper les vivres par leurs parents espérant les empêcher d'aller manifester. C'est peine perdue."*

Elle porte sur elle une carte de travailleuse sociale et, le cas échéant, s'en sert pour accompagner des mineurs arrêtés par la police. Elle reste toujours le plus en avant possible, afin de pouvoir s'interposer, observer, questionner. Elle compare son "travail" à celui de l'"association des têtes argentées" - des personnes de plus de 60 ans qui s'interposent quand elles le peuvent.

"Nous sommes prêts à mourir"

Pour sa part, Alice explique par son altruisme son changement d'opinion sur la question de la violence. *"Au début, j'étais contre la violence, et uniquement pour la liberté et la démocratie. Mais j'ai vu comment la police elle-même contrevient à la loi, est injuste, et blesse les gens, comme cela a été le cas le 12 juin. J'ai bien vu qu'il fallait se protéger. Le gouvernement fait du mal à la population"*, s'insurge-t-elle.

Par exemple, rappelle-t-elle, dans un premier temps, les manifestants payaient leur ticket de métro. *"Puis le 21 juin, tous ont pu voir les images de policiers tabassant les passagers dans une rame. Le lendemain, MTR a refusé de rendre publiques les vidéos de surveillance. On a vu sortir de stations fermées des policiers tout harnachés !"* Le lendemain, les dégradations de stations de métro commençaient. Peu à peu, Alice a observé que les jeunes de son entourage prenaient de plus en plus

de risques, sans la moindre protection. *“J’ai admis que je pouvais leur en fournir. Les ‘braves de première ligne’ ne s’en prennent pas aux personnes, seulement aux objets”,* plaide-t-elle.

Elle a aussi vu un nombre croissant de personnes blessées éviter de se rendre aux urgences des hôpitaux publics, de crainte de se faire remarquer par la police. Pour Alice, la coupe est pleine, et l’admiration pour ses jeunes protégés ne fait que grandir. *“Les jeunes améliorent chaque jour leur tactique, le peuple de HK grandit, il se protège mieux de jour en jour”,* observe-t-elle, ajoutant : *“Pour moi, l’attachement à la démocratie va avec la foi, nous sommes tous les mêmes, il doit y avoir de l’équité, il faut lutter pour la liberté, la sienne et celle d’autrui. Pour cela, nous sommes prêts à mourir.”*

Un mouvement inclusif

Plus politique, Fermi Wong entretient son optimisme en observant quelques évolutions de la société hongkongaise à travers le mouvement. L’une d’entre elles lui tient à cœur. Fermi est bien connue à Hong Kong pour son combat en faveur de la communauté d’Asie du Sud, forte de quelque 100 000 personnes.

Or l’une des surprises du mouvement est qu’il s’est révélé très inclusif pour ces populations qui étaient toujours restées un peu en retrait. *“Les vieilles générations d’Asiatiques du Sud comprennent le cantonais, ils sont comme toute la population de Hong Kong inquiets du recul des libertés. Qui plus est, ils comparent la situation à Hong Kong avec celle de leurs pays d’origine et sont attachés à cette ville. Quant aux jeunes nés ici, ils estiment être chez eux. Certains sont même sur la ‘ligne de front’, avec les jeunes d’origine chinoise, qui constatent qu’il existe bien entre eux une ‘communauté de destin’. Sur les messageries cryptées que nous utilisons, il y a maintenant des messages traduits en hindi et en ourdou”,* raconte Fermi Wong avec un large sourire de satisfaction face à cette fraternisation inattendue.

Le syndicaliste Lee Cheuk-yan, par-delà les inquiétudes partagées par tous, a lui aussi quelque raison d’espérer, même si ce mouvement a mis en lumière les failles d’un combat d’une vie pour la démocratie en Chine. *“Après l’échec du mouvement des parapluies, en 2014, les jeunes, les localistes, nous ont rejetés, parce qu’ils ont considéré que notre engagement aux côtés des démocrates chinois nous a fait ignorer la nécessité de travailler pour Hong Kong. Ils n’avaient pas entièrement tort”,* dit Lee, sur un ton paisible.

Ils ont dépassé les divergences de 2014 et se sont tous retrouvés dans le mouvement contre la loi sur l’extradition et dans les manifestations monstres de juin, auxquelles appelait au départ le CHRF. Certaines professions ont rapidement mis leur grain de sel. Dès le 6 juin, 3 000 avocats et juristes vêtus de noir avaient défilé contre le projet de loi sur l’extradition, devant la Cour d’appel final, la plus haute juridiction de la RAS. *“Des avocats n’ont pas cessé depuis d’assister les personnes arrêtées, et une partie des magistrats reste très critique vis-à-vis du gouvernement”,* ajoute Lee. *“Dès que possible, nous porterons plainte contre la police, nous avons une vingtaine de cas plaidables.”*

Les médecins, infirmiers et ambulanciers ne sont pas en reste, qui au fil des jours se sont retrouvés, avec les secouristes et les journalistes, régulièrement pris pour cible par la police, et ont protesté les uns après les autres contre l’impossibilité d’exercer leur métier avec les garanties légales qui lui sont normalement conférées.

Les cols blancs en première ligne aussi

Plus surprenante a été pour Lee Cheuk-yan la participation en nombre aux manifestations, dans la

phase pacifiste comme dans les moments plus chauds, des cols blancs qui travaillent dans les bureaux d'affaires du quartier Central. Trentenaires, voire quadragénaires restés jusque-là apolitiques, tous étaient dans les grandes manifestations pacifiques de juin, souvent en compagnie de leurs enfants. En août, on les a vus organiser des flashmobs en plein quartier d'affaires. Et certains sont restés aux côtés des plus jeunes, lorsque les choses se sont envenimées. Rencontrant des difficultés et des pressions au travail du fait de leur engagement, ils seraient selon Lee Cheuk-yan tentés de constituer un syndicat. *"Cela serait une première"* dans ces milieux, dit-il en souriant.

Une fois de plus, leur forte présence a été notable lors des blocages du quartier Central la semaine du 11 au 15 novembre. Protégés d'un simple masque noir, ils sont descendus de leurs bureaux pour manifester à la pause déjeuner, en costume cravate ou en tailleur, dans le quartier de Central comme dans les autres quartiers d'affaires de l'île de Hong Kong. Beaucoup les croyaient apolitiques, peut-être étaient-ils simplement prudents et pragmatiques ?

Non sans raison. Dans les milieux d'affaires, dans les grandes entreprises, les administrations et les banques, la contestation est mal vue. En août, le licenciement d'une vingtaine d'employés de la compagnie aérienne Cathay Pacific qui avaient fait grève avait démontré à chacun que Pékin a les moyens de faire pression. Les enseignants ont dû faire face à des injonctions de notifier les absences de leurs élèves, qu'ils n'ont pas suivies. À la mi-novembre, les rassemblements de cols blancs en signe de solidarité avec les étudiants retranchés dans des universités ont fait réagir leurs employeurs. Le 14, Citigroup a prié ses employés de rester en retrait des manifestations, alors qu'un cadre du groupe avait été interpellé pendant un incident à proximité de son bureau. Le 15 novembre, le secrétaire à la Fonction publique a averti que les fonctionnaires qui seraient arrêtés pour avoir pris part à des activités illégales pourraient également être suspendus ou subir des sanctions disciplinaires.

"Le choix conscient de quitter la Chine"

À propos de la Chine et de son gouvernement, chacun, à Hong Kong, a son opinion bien arrêtée, nourrie par l'histoire familiale et par celle du territoire. Entre 1950 et 1980, beaucoup sont arrivés de Chine pour échapper aux répressions et persécutions politiques qui s'y déroulaient. *"Une grande partie des Hongkongais sont des réfugiés de Chine populaire, ou leurs enfants. Aujourd'hui, parmi les plus de 70 ans, 70 % sont venus eux-mêmes de Chine. Mais, parmi les jeunes, il y a une majorité d'individus nés à Hong Kong"*, explique Leung Kai-chi, professeur au département d'études chinoises à l'Université chinoise de Hong Kong (HKCU).

"Les anciens ont souvent échappé à la Révolution culturelle (1966-1976), ils ont fait le choix conscient de quitter la Chine. Leur arrivée à Hong Kong a coïncidé avec le boom économique, et ils en ont tiré parti pour eux et leurs enfants." La colonie britannique connaissait alors une forte croissance, exportant ses textiles puis son matériel électronique et ses jouets dans le monde entier. *"La première génération représentait le mythe du self-made-man. Mais il y a eu une évolution dans le sentiment identitaire dans les années 70 et 80. De réfugiés, les Hongkongais sont devenus des locaux. Dans les années 80, les premiers résidents nés à Hong Kong ont fait leur entrée à l'université, et maintenant, c'est la norme."* Dans le même temps, la petite industrie hongkongaise était délocalisée vers la Chine qui s'ouvrait, et Hong Kong se tournait vers le tertiaire, la finance et les services.

"Je veux que ma vie ait un sens"

Tout au long des années, le sentiment d'identité hongkongaise ou chinoise a évolué, explique Leung. La confiance accordée aux autorités de Pékin a suivi : faible avant 1997, elle a augmenté et connu un pic avec les Jeux olympiques de Pékin en 2008, avant de redescendre en 2012 avec la récession

économique. Elle n'est plus jamais remontée. *“À ce moment-là, les jeunes ont arrêté de s'intéresser à l'argent, au prix des maisons... Ils ont arrêté de parler d'économie. Ils ont commencé à dire : ‘Je veux que ma vie ait un sens’”,* commente Leung.

Or la vie à Hong Kong était véritablement en train de changer. L'influence politique et économique de Pékin et la présence de Chinois du continent se sont fait sentir. Reste que *“le mouvement actuel a été inclusif d'une manière presque surprenante, avec les personnes originaires d'Asie du Sud, dont les familles sont parfois là depuis plusieurs générations. Mais aussi avec des jeunes du continent ou leur famille, qui sont installées et qui ne sont pas déconnectées de leur environnement”,* remarque Leung Kai-chi.

Quant à l'avancée supposée des options indépendantistes chez les jeunes, Leung est très circonspect. *“Lorsque je demande à mes étudiants de répondre à un questionnaire en bonne et due forme sur leurs options politiques pour Hong Kong, ils ne sont que 20 % à se déclarer en faveur de l'indépendance de Hong Kong”,* expose-t-il. *“Mais lorsque tous les questionnaires sont terminés, je leur demande d'écrire leur rêve pour Hong Kong. À ce moment-là ils sont 80 % à dire qu'ils rêvent d'un Hong Kong indépendant. Ce qui veut dire qu'ils font très bien la différence entre rêve et réalisme. Lorsqu'il s'agit de choix électoral réaliste, ils savent en majorité qu'il faut composer avec la réalité, et ne se dirigent pas vers l'indépendantisme. Cette option n'est qu'un rêve.”*

Pour lui, cependant, la société hongkongaise est extrêmement divisée. *“On dirait que les gens vivent dans des univers parallèles”,* dit-il. À la fin d'octobre, Leung, comme tous les autres, peinait à voir une issue au cycle d'affrontements. *“À mon sens, trois événements pourraient mener à un changement important : s'il y a des victimes innocentes, si les élections de district (prévues le 24 novembre) sont une victoire écrasante pour le camp démocrate, ce qui n'est pas impossible car c'est une majoritaire à un tour, ou sur une initiative de Pékin. L'acceptation par le gouvernement de mener une enquête indépendante sur l'action de la police aiderait à apaiser les choses, mais ne clorait pas le débat.”*

“Les jeunes parlent de sacrifice”

Ancien député du camp pandémocrate, Lee Cheuk-yan confirme : *“Les élections de district pourraient être un référendum en notre faveur, du moins si les gens se déplacent.”* Certes, les élus locaux n'ont pas beaucoup de pouvoir politique, *“mais cela donne de la visibilité”.* À moyen terme, *“Pékin va essayer de conserver l'utilité économique et financière de Hong Kong et va réprimer tout mouvement pour l'indépendance. C'est pourquoi stratégiquement il faut être prudent face aux appels pour quelque chose que nous ne pouvons obtenir. [...] Les jeunes de Hong Kong pensent qu'aujourd'hui nous jouons la finale, et ils parlent de sacrifice. J'espère qu'ils pensent un peu moins à se sacrifier et qu'ils se préparent plus pour le long terme. Certains le feront.”*

Il parlait ainsi à la fin du mois d'octobre, alors que le mouvement semblait finissant. Des combats de rue sporadiques touchaient encore tous les quartiers de l'île de Hong Kong et de la presqu'île de Kowloon, jusque dans les Nouveaux territoires et les localités proches de la frontière chinoise. Mais la mort non élucidée d'un étudiant de 22 ans, tombé le 8 novembre dans un parking, à proximité d'une opération de police, a relancé le territoire dans un engrenage de violence, qui a paralysé le territoire et ses campus universitaires pendant plus d'une semaine.

Et, pour la première fois depuis le début du mouvement, les soldats de l'Armée populaire de libération stationnés dans la RAS sont sortis de la caserne jouxtant l'Université baptiste, armés de seaux et de balais, pour aider au déblaiement des débris des combats entre les étudiants et la police. Une opération qui pourrait paraître dérisoire, mais qui marque une rupture constitutionnelle, cette sortie ayant été réalisée “spontanément”, sans la demande du gouvernement de Hong Kong comme

la loi le prévoit.

La ville est depuis des mois entrée dans une spirale de violence, avec son cortège de confrontations, d'arrestations et de blessés, sans oublier le siège de plusieurs universités occupées par quelques centaines d'étudiants, toujours en cours. Le 24 novembre, si le scrutin a bien lieu, ce sont des Hongkongais transformés, bouleversés par six mois de conflit, qui se rendront aux urnes.

Le 12 juin : une émeute ?

Le 12 juin, une grève générale et un grand rassemblement contre le projet d'amendement sur l'extradition ont donné lieu aux premiers affrontements violents aux alentours du siège du gouvernement. La police a qualifié ces événements d'émeute, tandis qu'elle-même est accusée d'avoir fait un usage disproportionné de la force. Le retrait de cette qualification d'émeute - une peine de dix ans de prison est applicable aux personnes y ayant participé - est l'une des cinq grandes revendications du mouvement.

Selon des juristes interrogés par le **South China Morning Post**, quiconque a pris part à un rassemblement non autorisé et a pris part à des actes "contre la paix" peut être accusé de participation à une émeute. Mais cela veut dire aussi que le rassemblement est une émeute et que ses participants sont des émeutiers, ce qui est passible de 10 ans de prison. Certains juristes estiment que seuls ceux qui ont commis des violences peuvent être accusés d'être des émeutiers, d'autres pensent que le seul fait d'avoir scandé des slogans suffit à les en accuser. Ils peuvent être accusés de soutien à des heurts par leur simple présence. Mais la police ne peut qualifier un rassemblement d'émeute comme elle l'a fait le 12 juin, c'est le tribunal qui le peut.

Pas de ça chez moi !

Un certain nombre de fonds de soutien ont vu le jour, ce qui n'a pas été du goût de toutes les banques. Pour sa part, la banque HSBC, dont la direction a déjà été critiquée dans le passé pour son soutien à Pékin, a annoncé le 16 novembre "avoir l'intention de clôturer le compte d'une société servant à collecter des fonds pour le soutien à des activités liées aux manifestations", contrairement à son activité annoncée. La banque a donné 30 jours à la société pour retirer ses avoirs, qui servaient à une ONG fournissant aide médicale et juridique à des personnes dans le besoin dans le cadre du mouvement en cours.

Agnès Gaudu

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/recit-hong-kong-derriere-les-manifestants-un-reseau-d-e-solidarite-structure>